

Regards Croisés

Entreprises & investisseurs

CONFÉRENCE

16 JUIN 2026

Financement de l'adaptation

Financement de l'adaptation

Institut de la finance durable

16 juin 2026

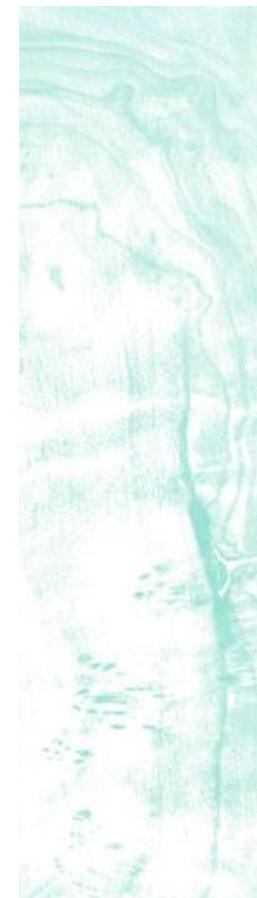
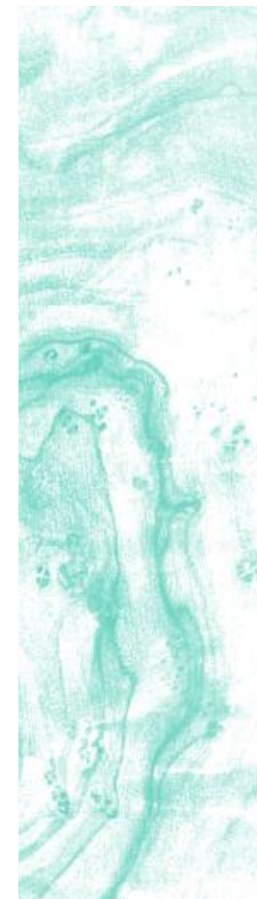


Agenda

- 01 Mot d'introduction
- 02 Une France à +4°C : financer l'adaptation de l'économie au changement climatique : restitution des travaux et présentation des recommandations
- 03 Stratégie d'adaptation de l'Eurométropole de Strasbourg
- 04 Table ronde – regards croisés entre entreprises et acteurs financiers
- 05 Conclusion

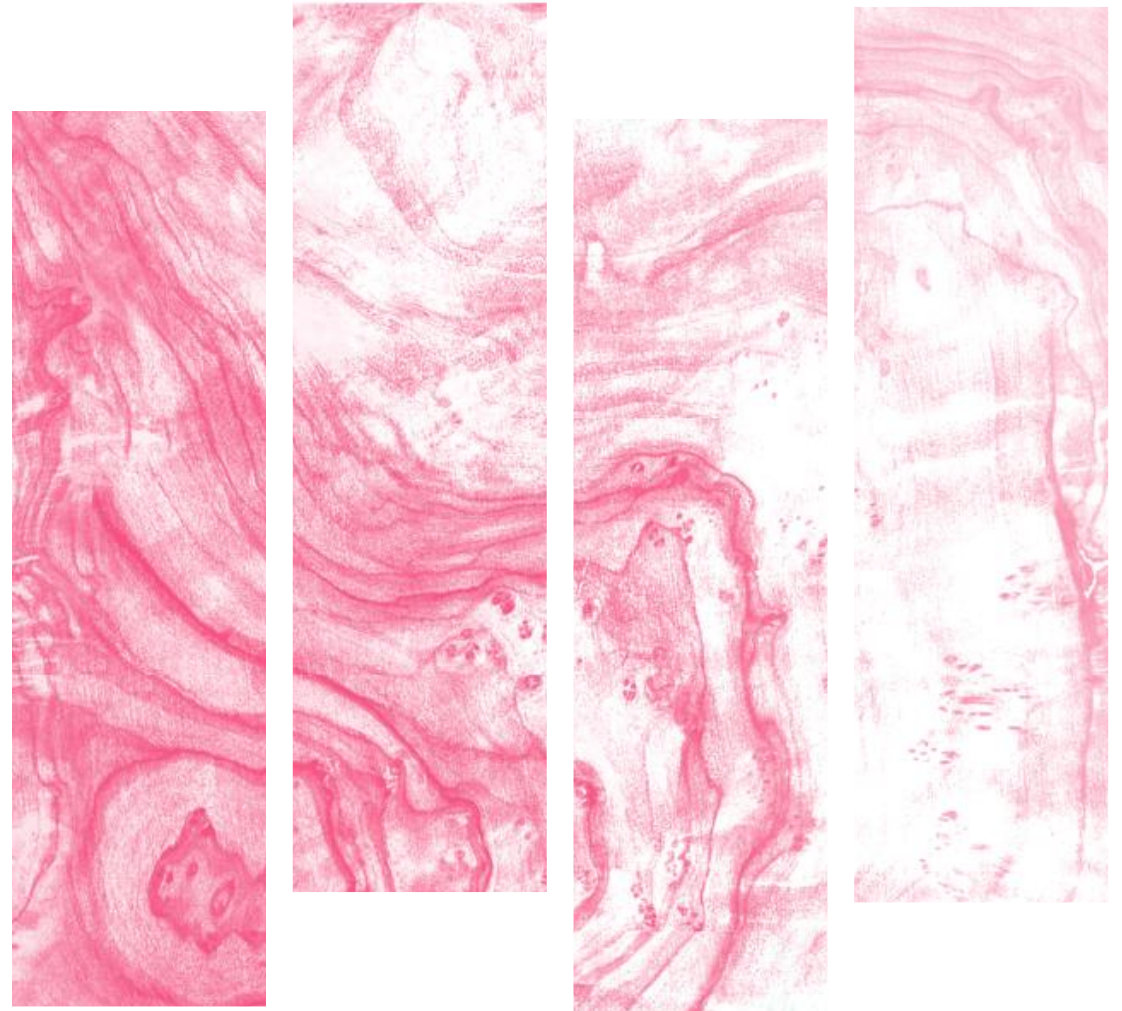
Regards croisés – entreprises et investisseurs : Financement de l'adaptation

01 – Mot d'introduction



Regards croisés – entreprises et investisseurs : Financement de l'adaptation

02 – Restitution des travaux de l'IFD et recommandations



Restitution des travaux de l'IFD et recommandations



Lucie Pecqueur

Responsable biodiversité
et adaptation

**Institut de la Finance
Durable**



Vincent Burnand

Adjoint au directeur
climat-environnement
Responsable
financement de la
transition écologique

**Institut de la Finance
Durable**



**Une France +4°C :
financer l'adaptation de
l'économie au
changement climatique**

Une France à +4°C : une multiplication des impacts au changement climatique auxquels il faut se préparer

Constat : La France pourrait connaître une hausse des températures moyennes de +4°C d'ici la fin du siècle avec des conséquences dévastatrices

- **L'Accord de Paris** fixe pour objectif de contenir le réchauffement climatique mondial bien en dessous de +2°C d'ici 2100 par rapport à l'ère préindustrielle.
- Si ce type de projection est soumis à de nombreuses hypothèses, les estimations consolidées par le GIEC nous amènent à **un monde à +2,5 ou 3°C** si tous les pays mettaient en œuvre les actions déjà décidées.
- Or, **la France métropolitaine se réchauffe plus vite que la moyenne mondiale**. Le territoire national pourrait connaître une hausse des températures allant jusqu'à +4°C d'ici la fin du siècle.
- **Les conséquences sont multiples et doivent appeler une réponse forte pour anticiper les risques naturels accrues.**



Figure – Conséquences du réchauffement climatique en France (Source : PNACC-3)

Si le financement de l'adaptation reste un coût, chaque euro investi dans l'adaptation équivaut à dix euros de pertes évitées

1 - Le coût de l'adaptation est significativement inférieur au coût de l'inaction

- Le coût de l'inaction est déjà important et ne va cesser d'augmenter. Selon une [étude](#) récente, les trois grands types d'événements météorologiques extrêmes de l'été 2025 (inondations, sécheresses et vagues de chaleur) ont coûté aux régions européennes touchées 43 mds € en 2025, ce chiffre pourrait monter à 126 mds d'euros sans action additionnelle.
- La France fait partie, avec l'Espagne et l'Italie, des pays les plus durement touchés, chacun devant affronter des pertes supérieures à 30 Mds € par an.
- Le coût de l'adaptation au changement climatique lui est aujourd'hui difficile à appréhender. Selon une étude de la Commission européenne, le coût de l'adaptation pour la France est estimé à 10.6 Md € par an d'investissement jusqu'en 2050 (70 Md € par an au total pour l'ensemble de l'UE).

2 - L'adaptation, un marché croissant et un investissement nécessaire

- Selon les données LSEG, le chiffre d'affaires lié aux activités d'adaptation au changement climatique en France s'élevait à près de **80 milliards de dollars en 2024**. La capitalisation boursière des entreprises françaises concernées atteignait pour sa part **52,5 milliards de dollars en 2024**.
- Les **bâtiments et l'immobilier** concentrent la première part des revenus avec 25,9 Md\$. Viennent ensuite la **gestion des déchets** (11,9 Md\$) et les **services environnementaux** (5,9 Md\$). Les **réseaux intelligents et efficaces** représentent 5 Md\$, tandis que les **matériaux avancés et légers** pèsent 5,8 Md\$. **L'agriculture** contribue pour 1,9 Md\$, auxquels s'ajoutent 4,5 Md\$ pour l'agriculture biologique et à faible impact.
- Selon une étude du World Resources Institute (concordant avec de récentes études [BCG](#), [BM](#) et [CCR](#)), chaque dollar investi dans l'adaptation climatique peut éviter jusqu'à 10,5 dollars de pertes. Et pourtant, les « retours sur investissements » (ou plutôt pertes évitées) sont perçus comme lointains et incertains alors que la dépense, elle, immédiate est perçue tel un surcoût.

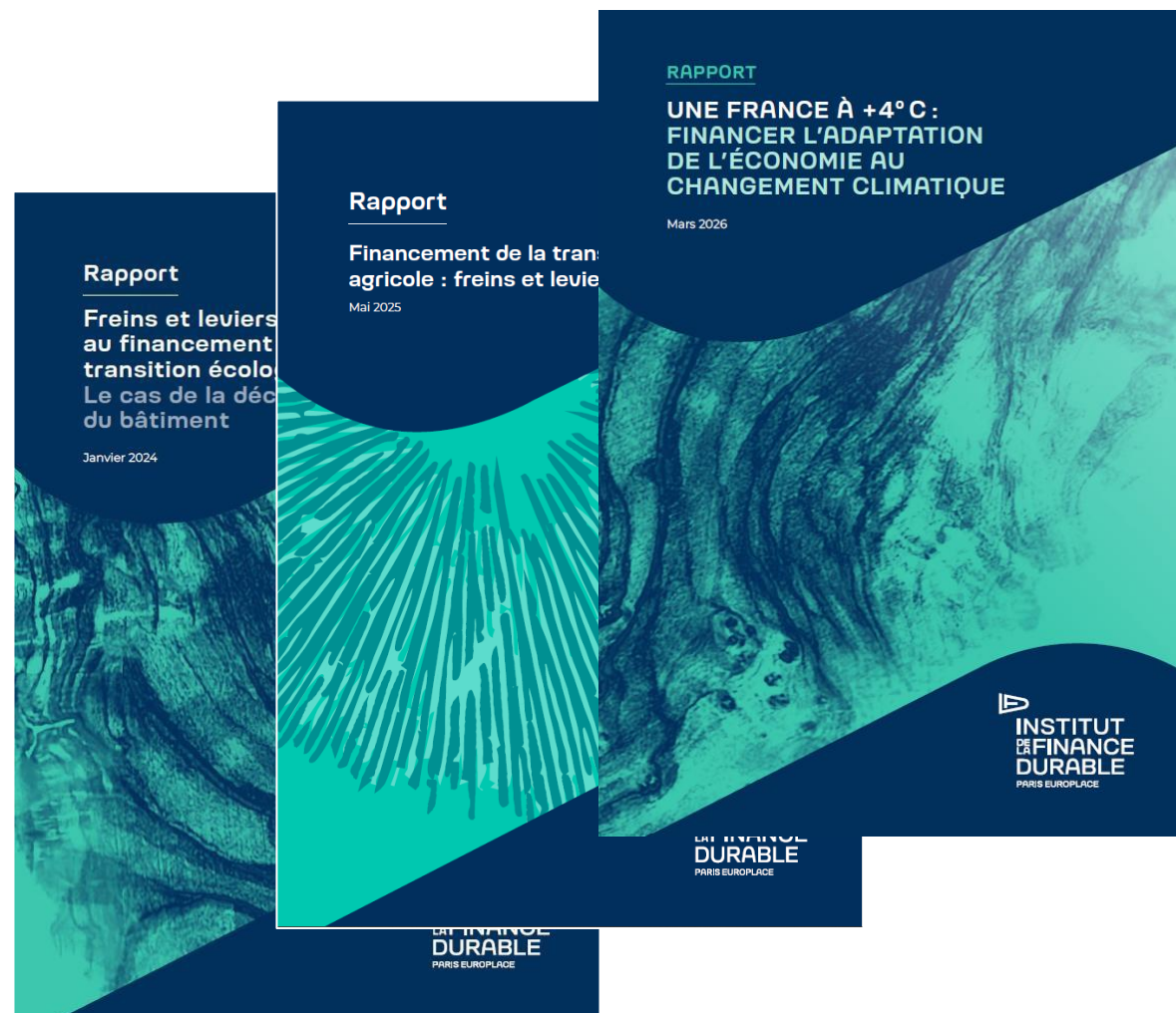
- ➔ ***L'adaptation est une nécessité économique pour l'ensemble des acteurs et pourtant les projets peinent à sortir de terre.***
- ➔ ***L'un des enjeux structurants du financement de l'adaptation porte sur la difficulté à définir un modèle économique clair pour les projets d'adaptation. Il est nécessaire d'élaborer des indicateurs nouveaux pour le pilotage de l'adaptation.***

Des travaux thématiques qui s'inscrivent dans la démarche de mobilisation des financements pour la transition écologique

Objectif : Identifier par secteur les mesures favorisant la rentabilité économique des projets relevant des objectifs de transition écologique.

- Le « Plan d'actions de financement de la transition écologique » (mai 2023) faisait le constat que **le principal frein à l'émergence de projets de transition était non pas le manque de ressources financières mais la faible rentabilité économique des projets.**
- Dans le cadre du CFTE, **l'IFD poursuit ses travaux, cette fois de manière sectorielle et thématique**, pour identifier les freins et les leviers du financement de la transition.
- **Des premiers travaux ont été réalisés sur le financement de la décarbonation du bâtiment et la transition agricole** pour dresser un diagnostic sur le financement afin d'identifier les blocages et formuler des recommandations pour les lever.

Source: Institut de la Finance Durable



L'objectif du chantier est de formuler des recommandations se basant sur l'étude de cas concrets de l'adaptation

Objectif : Formuler des **recommandations** pour **financer l'adaptation de l'économie française estimée à 10,6 Mds € d'investissement par an jusqu'en 2050***.

Approche

- Définir des **cas concrets de financement** s'appliquant à un porteur de projet (ménage, entreprise, collectivité)
- Analyser pour chaque cas, les **aides et outils financiers existants** (e.g., aides, dispositifs de financement, etc.)
- Identifier les **points de blocage** au financement des projets en recueillant les **retours de l'ensemble des parties prenantes**
- Elaboration de **recommandations concrètes** à destination des financeurs privés et de l'Etat

→ Un travail et une approche novatrice pour contribuer positivement au débat public sur l'adaptation.

Membres du Groupe Travail Adaptation

Acteurs financiers

Entreprises non
financières et
acteurs
économiques

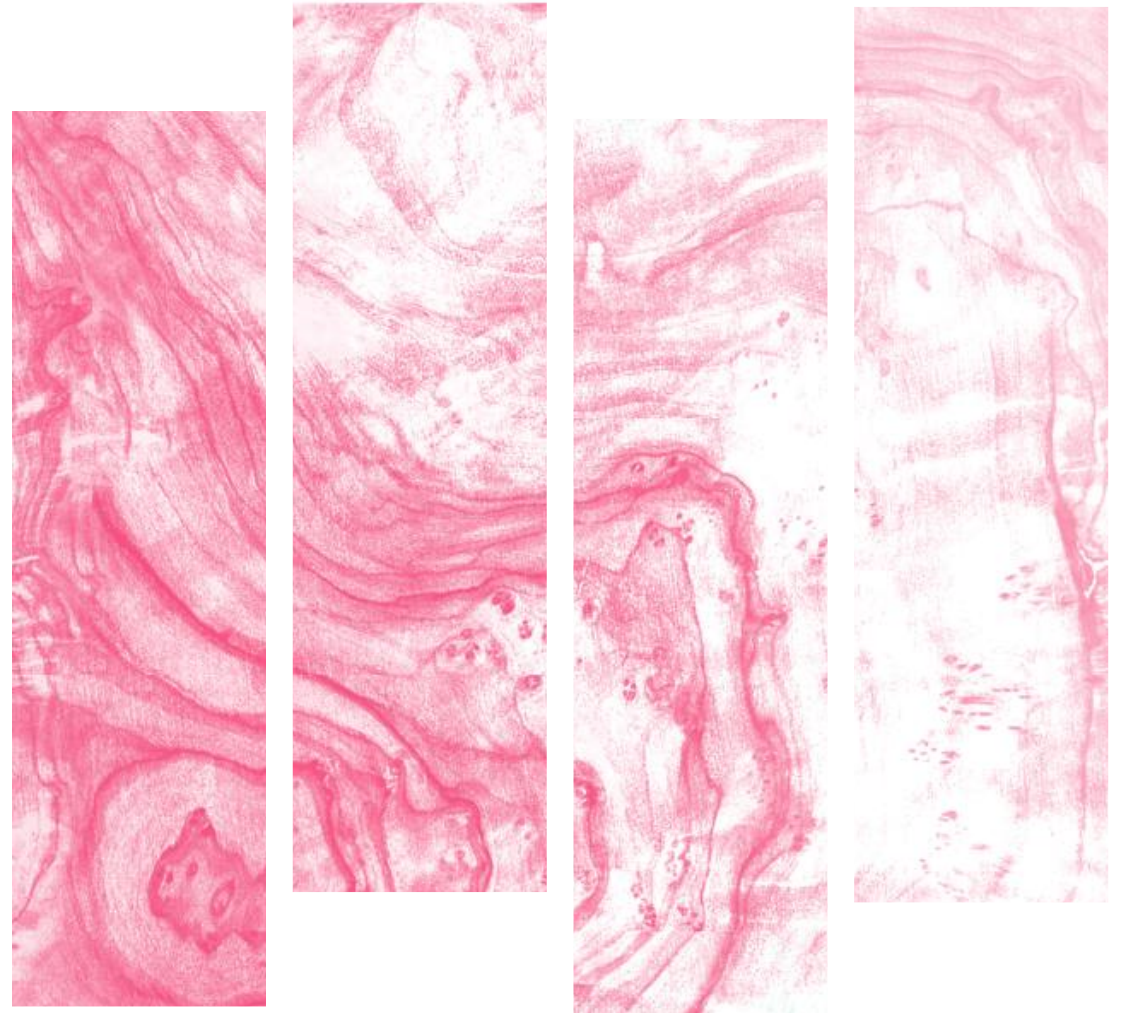
Acteurs publics

Associations, think
tanks et
institutions de
recherche

*Source : Rapport janvier 2026 de la Commission européenne (DG CLIMA)

Freins et leviers sectoriels au financement de l'adaptation au changement climatique

II. Diagnostic – un financement naissant de l'adaptation



+80 auditions ont été réalisées avec des acteurs publics et privés

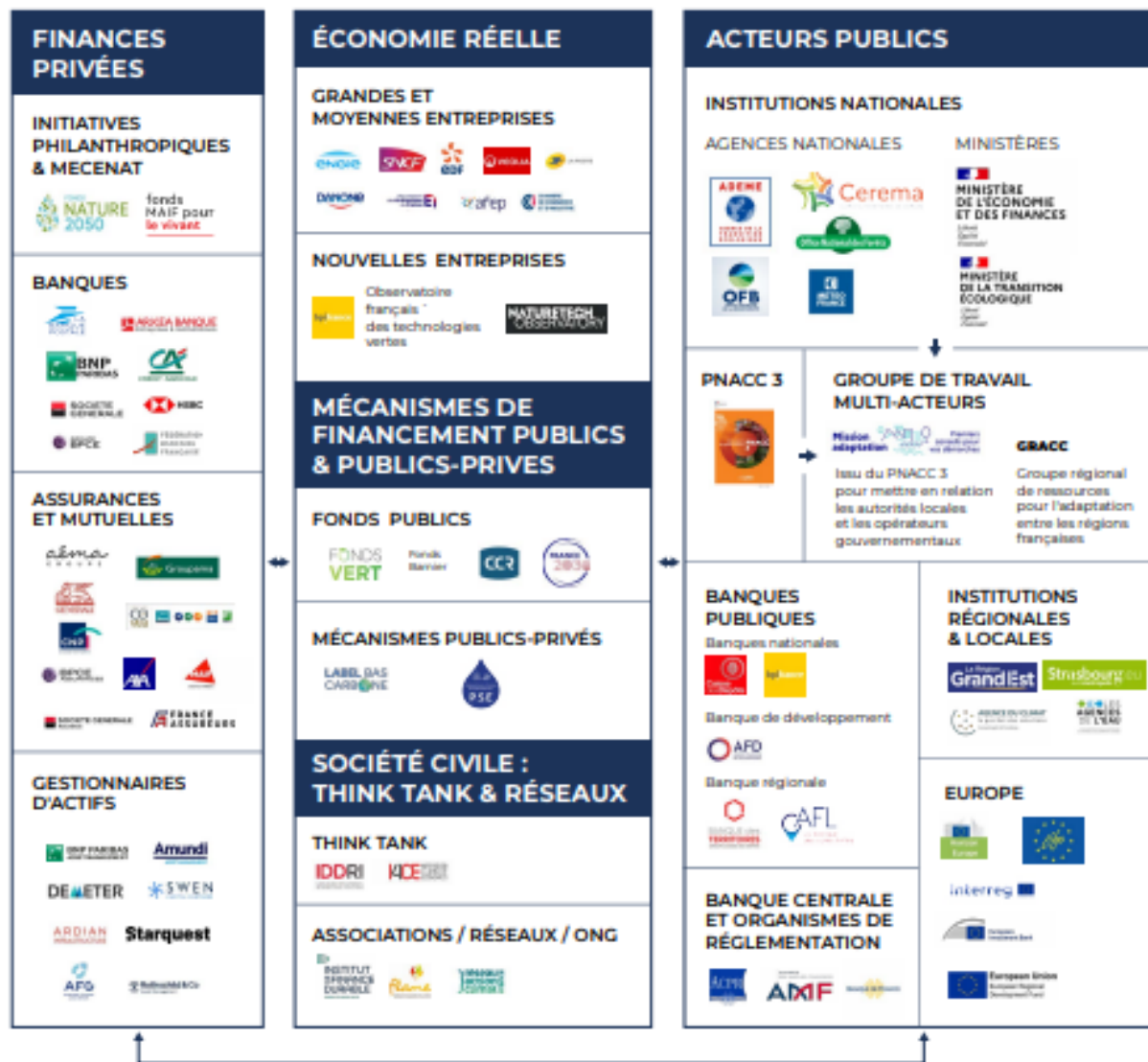
Non exhaustif

The infographic is divided into four horizontal sections, each with a dark blue arrow-shaped header pointing to the right. The logos are arranged in rows within each section.

- Institutions publiques et de recherche:** Trésor (DIRECTION GÉNÉRALE), DGE (DIRECTION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES), AMF (AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS), Commission européenne, PREMIER MINISTRE (Liberté, Égalité, Fraternité), République Française (Liberté, Égalité, Fraternité), Secrétariat général à la planification écologique, ADEME (AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE), Agence de l'eau Loire-Bretagne, AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE, Strasbourg.eu (eurometropole), I4CE (INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS), INRAE, AFD (AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT), GROUPE Caisse des Dépôts.
- Acteurs financiers:** bpi france, BANQUE des TERRITOIRES, BANQUE DE FRANCE (EUROSISTÈME), LSEG, CRÉDIT AGRICOLE (CA), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, CCR, aéma GROUPE, MACIF, ARKEA BANQUE (Entreprises & institutionnels), LA BANQUE POSTALE, BNP PARIBAS, ARDIAN (INFRASTRUCTURE), BERNSTEIN (SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INVEST), Jefferies, BPCE ASSURANCES, Rothschild & Co (Asset Management), AXA Climate, AXA, CNP ASSURANCES.
- Entreprises:** DANONE (ONE PLANET. ONE HEALTH), ENGIE, SNCF, THALES, AXA Climate, DESCARTES, carbone4, LA POSTE GROUPE, VEOLIA, EDF, MICHELIN, blunomy, KEARNEY.
- Organisations professionnelles:** FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE, FRANCE ASSUREURS (FAIRE AVANCER LA SOCIÉTÉ EN CONFIANCE), AFG, ORSE (Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises), Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), afep, FRANSYLVA (FORESTIERS PRIVÉS - 83 VAR), AGRICULTURES & TERRITOIRES (CHAMBRES D'AGRICULTURE).

Source: Institut de la Finance Durable

Panorama des acteurs du financement de l'adaptation en France



Diagnostic : le début d'une longue route pour le financement de l'adaptation au changement climatique

1

Aides publiques : un cadre et des subventions encore naissants en France et en Europe

- **Un cadre français à l'avant-garde avec le PNACC-3** apporte un horizon commun. L'UE doit s'en inspirer et bâtir un cadre robuste.
- **Des collectivités territoriales en première ligne, démunies** face à l'ampleur des transformations à mener sur les territoires comme la question des actifs échoués.
- **Des aides publiques naissantes mais embryonnaires et silotées** (Etat, agences, collectivités,...). Les ménages en manque d'accompagnement humain.

Chiffre clé : Selon I4CE, en 2025, 1,7 Md€ d'aides publiques sont prévus en France pour l'adaptation, chiffre en très fort progrès, sans compter les dépenses contributives (25 Md€ favorables à la résilience selon le Budget vert).

2

Les entreprises : la difficile anticipation de l'adaptation des modèles d'affaires

- **Une approche déjà ancienne de la gestion des risques** qui demande à être renforcée par une approche prospective et systémique.
- **Une vision de l'adaptation encore fragmentée** : difficulté à allier les enjeux par site à ceux au niveau groupe (maîtrise de la chaîne de valeur, humains) et aux enjeux territoriaux.
- **Des investissements nécessaires très variables en fonction des entreprises, perçus comme inflationnistes** : d'un coût modeste de maintenance au mur d'investissement.

Chiffre clé : Le poids des investissements liés à l'adaptation peut varier considérablement dans des proportions allant de 1 à 10 selon les entreprises selon un rapport de BCG (mars 2025).

3

Secteur financier : une prise en compte et des outils financiers encore à leurs débuts

- **Manque de connaissance, de cadres et de données harmonisés** sur les risques climat rendant les comparaisons difficiles.
- **Pénurie de projets d'adaptation facilement finançables** : manque de maturité ; retour sur investissement perçu comme faible (paradoxe de la rentabilité relativement aux dommages évités).
- **Banques & assurances, premières concernées, mènent des expérimentations prometteuses** (prévention, assurances paramétriques, etc.).

Chiffre clé : Selon une étude du World Resources Institute (2025), chaque dollar investi dans l'adaptation climatique peut éviter jusqu'à 10,5 dollars de dommages économiques.

Les entreprises anticipent déjà l'adaptation des modèles d'affaires et les investissements nécessaires

1. Construire une ingénierie robuste face à l'incertitude

Développement d'outils sur mesure pour évaluer la sensibilité des actifs.

→ **SNCF** met en place une méthode en trois temps : identification de l'exposition, évaluation de la criticité sur le trafic ferroviaire, puis élaboration d'un plan d'action priorisé.

→ **Michelin** a conçu un outil interne d'analyse de sensibilité, capables de traiter la spécificité de ses milliers de sites à travers le monde.

Ajustement des indicateurs aux spécificités techniques des infrastructures.

→ **ENGIE** coordonne sa stratégie d'adaptation, avec des plans différenciés selon les types d'actifs (solaire, thermique, réseaux) et la spécificité de ses différents sites afin d'optimiser les priorités.

2. Piloter l'adaptation comme un investissement stratégique

Déploiement d'un plan climat intégrant atténuation et adaptation.

→ **La Poste** s'emploie à identifier des poches adaptation dans son plan Climat, pour prioriser les interventions sur les 1 200 bâtiments du groupe. Le groupe inclut les partenaires sociaux pour adapter les conditions de travail des salariés.

Arbitrages stratégiques des investissements dans l'adaptation au plus haut niveau.

→ **Michelin** gère l'adaptation au niveau du COMEX, sur la base d'une estimation macro des investissements.

3. Financer une adaptation structurellement inflationniste

Identification et fléchage des CAPEX/OPEX liés à l'adaptation dans les budgets.

→ **EDF** distingue clairement les investissements liés à l'adaptation dans ses programmes d'investissement (800 M€ en 2024), avec un suivi précis des coûts liés à l'intensification du climat (300 M€ en 2024).

Ajustement des business models aux surcoûts liés à la résilience.

→ **ENGIE** prend en compte la hausse des primes d'assurance, les coûts de renforcement et les pertes de revenus dans ses prévisions, notamment pour les renouvelables.

4. Se protéger d'un climat qui bouleverse les conditions d'exploitation

Rénovation des ouvrages face à l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des intempéries.

→ **EDF** a développé et équipé une dizaine de barrages d'un dispositif innovant d'évacuation des crues et a développé de nouveaux outils de suivi pour une conduite résiliente des aménagements industriels.

Renforcement des synergies entre stratégie climat et gestion de la chaîne de valeur.

→ Chez **Danone**, l'adaptation passe par le soutien aux pratiques agricoles régénératives, via des projets pilotes avec des producteurs laitiers, dans une logique de résilience partagée.

→ Pour **plusieurs entreprises**, l'adaptation passe notamment par une diversification de ses fournisseurs et un dialogue permanent avec la chaîne de valeur.

Panorama des initiatives de la Place de Paris sur le financement de l'adaptation : une dynamique encourageante

BANQUES

- **Obligation bleue** pour SAUR : gestion des eaux usées & désalinisation avec technologies moins impactantes (**BPCE, BNP Paribas**)
- **Paris Climate Bond** émis par la ville de Paris pour financer des mesures d'adaptation de son Plan action climat & énergie (facilité par **Crédit Agricole CIB, Société Générale CIB et HSBC**)
- **Projet pilote sur la filière du tourisme en montagne** - financements dédiés, assurances, conseils (**Crédit Agricole Caisse des Savoie**)
- **Sustainability Linked Loans** avec le secteur agricole pour accompagner la transition des pratiques agricoles (**BNP**)
- **Partenariat avec la BEI** pour faciliter des financements de projets de transition et d'adaptation des territoires (**Crédit Mutuel Arkéa**)

GESTIONNAIRES D'ACTIFS

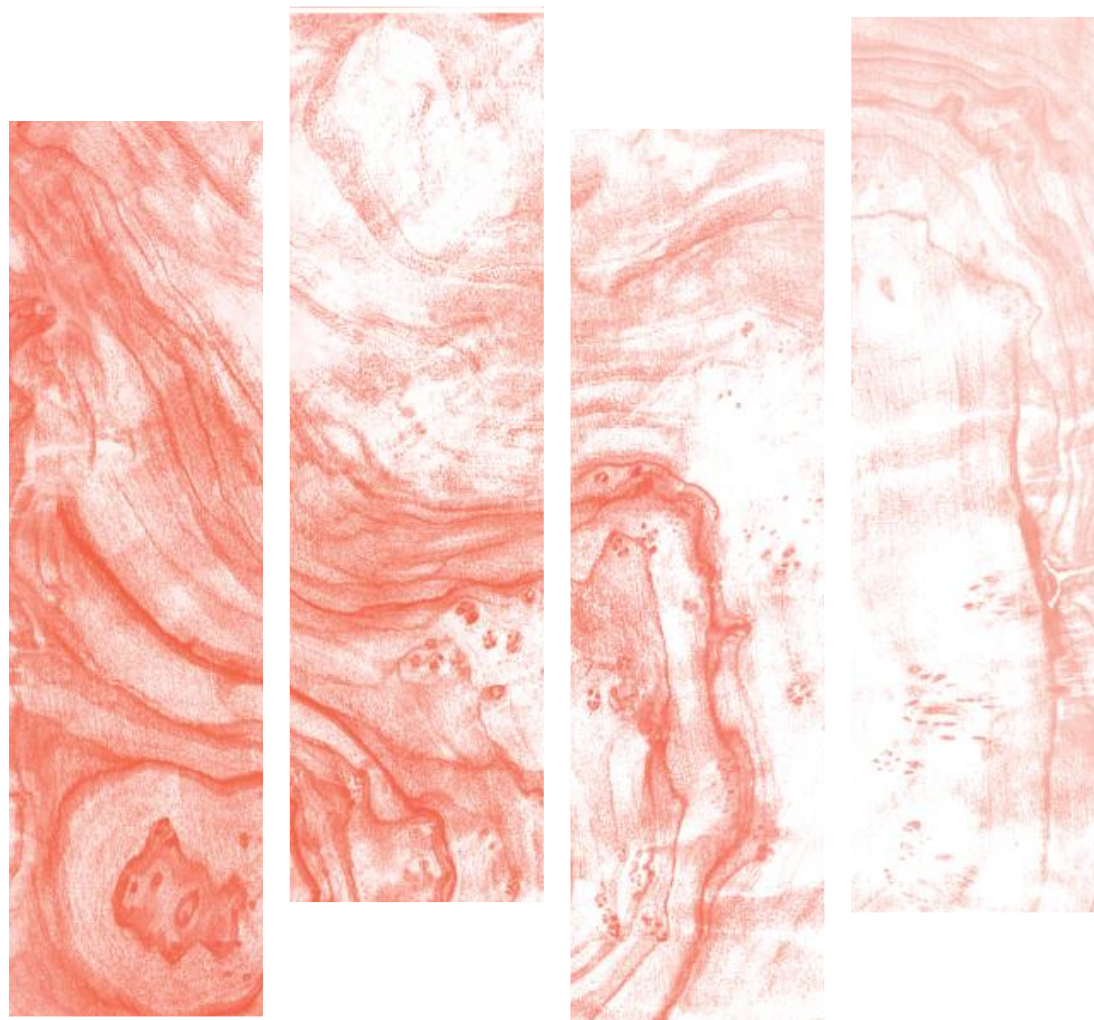
- **Fonds thématiques « verts » compatibles avec une dimension d'adaptation** (Ex : *Fonds TERRA, Swen Capital Partners* - enjeux : eau, transition agricole et régénération des sols. *Fonds Demeter IM « Innovation for Adaptation and Mitigation »*)
- **Fonds dédié à la prévention des catastrophes naturelles** (Climate Change Resilience Fund, **CCR x Starquest**)
- **Investissement vers des nouvelles technologies de l'adaptation** (ex : *collecte de données climatiques, dispositif de gestion des risques climatiques, solutions de refroidissement etc.*). (**BNP Paribas**, investissements vers Kayrros sur les risques physiques, **Reed - Société Générale Group**)

ASSURANCES

- **Assurances à impact** : récompensant les efforts d'adaptation des assurés via une tarification incitative (**BPCE Assurances**)
- **Assurances paramétriques** pour assurer les forêts face aux défis du changement climatique (**AXA Climate, Descartes Underwriting**)
- **Outils innovants pour anticiper les risques climatiques** (**AXA Climate, Covéa et ses marques**)
- **% des primes MRH dédié au financement de mesures de prévention** (**Covéa et ses marques MAAF, MMA et GMF**)
- **Partenariat assureur – entreprise** (**BPCE Assurances** avec entreprise fournisseur batardeaux)

Freins et leviers sectoriels au financement de l'adaptation au changement climatique

III. Etude des cas d'usage



L'étude des parcours de financement est fondée sur des cas concrets


Dans le choix des cas :
Recherche d'un équilibre entre acteurs concernés, leviers d'adaptation, filières, spécificités régionales et problématiques de environnementales,...

1 Agriculture & ressources naturelles



Cas 1.A – Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau

Mise en place d'une démarche de **concertation collective** autour de la **gestion quantitative et qualitative** de la ressource en **eau** au sein d'un territoire

 *Collectivités, agriculteurs, industriels, associations, agences de l'eau*

Cas 1.B – Adaptation d'un sylviculteur

Reboisement d'une parcelle d'épicéas sinistrés par des scolytes par un mix de nouvelles **essences plus résistantes et durables**


 *Propriétaires forestiers, agriculteurs*

2 Urbanisme & territoires



Cas 2.A – Plan d'adaptation d'une métropole

Adoption d'actions d'adaptation à l'échelle d'une métropole (e.g. isolation thermique des bâtiments, végétalisation, adaptation des infrastructures)

 *Collectivités territoriales, entreprises locales*

Cas 2.B – Adaptation d'un bien privé situé dans une zone vulnérable

Mise en place de batardeaux anti-inondation dans un bien privé localisé dans une zone inondable


 *Ménages*

3 Industrie & Infrastructures critiques



Cas 3.A – Nouvel opérateur de l'adaptation

Création d'une start-up proposant des services ou produits d'adaptation dans le cadre du développement d'une filière économique souveraine.

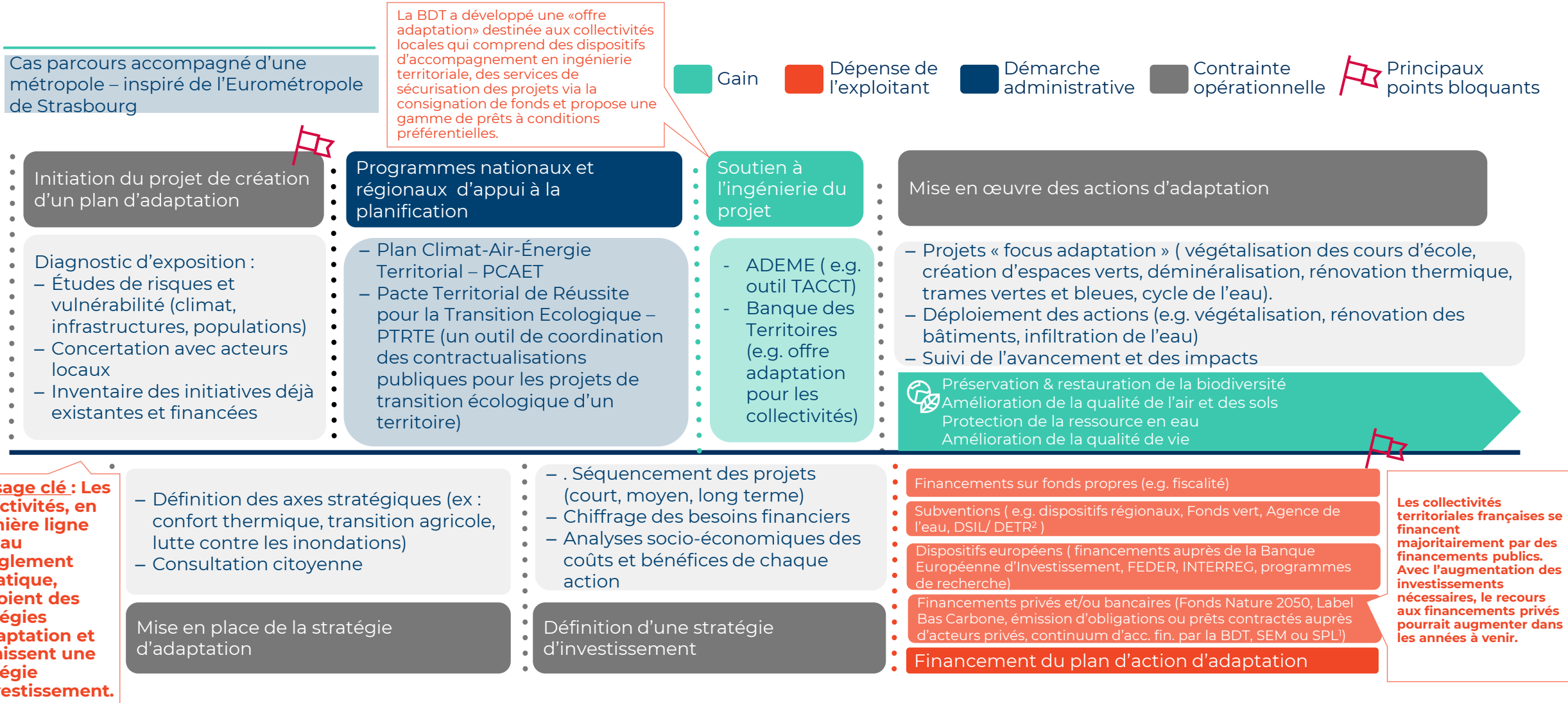
 *Greentechs, start-up, PME-ETI*

Cas 3.B – Adaptation des infrastructures critiques

Financement d'un **plan d'adaptation d'un site industriel** de production d'électricité en fonction des risques climatiques locaux

 *Entreprises industrielles*

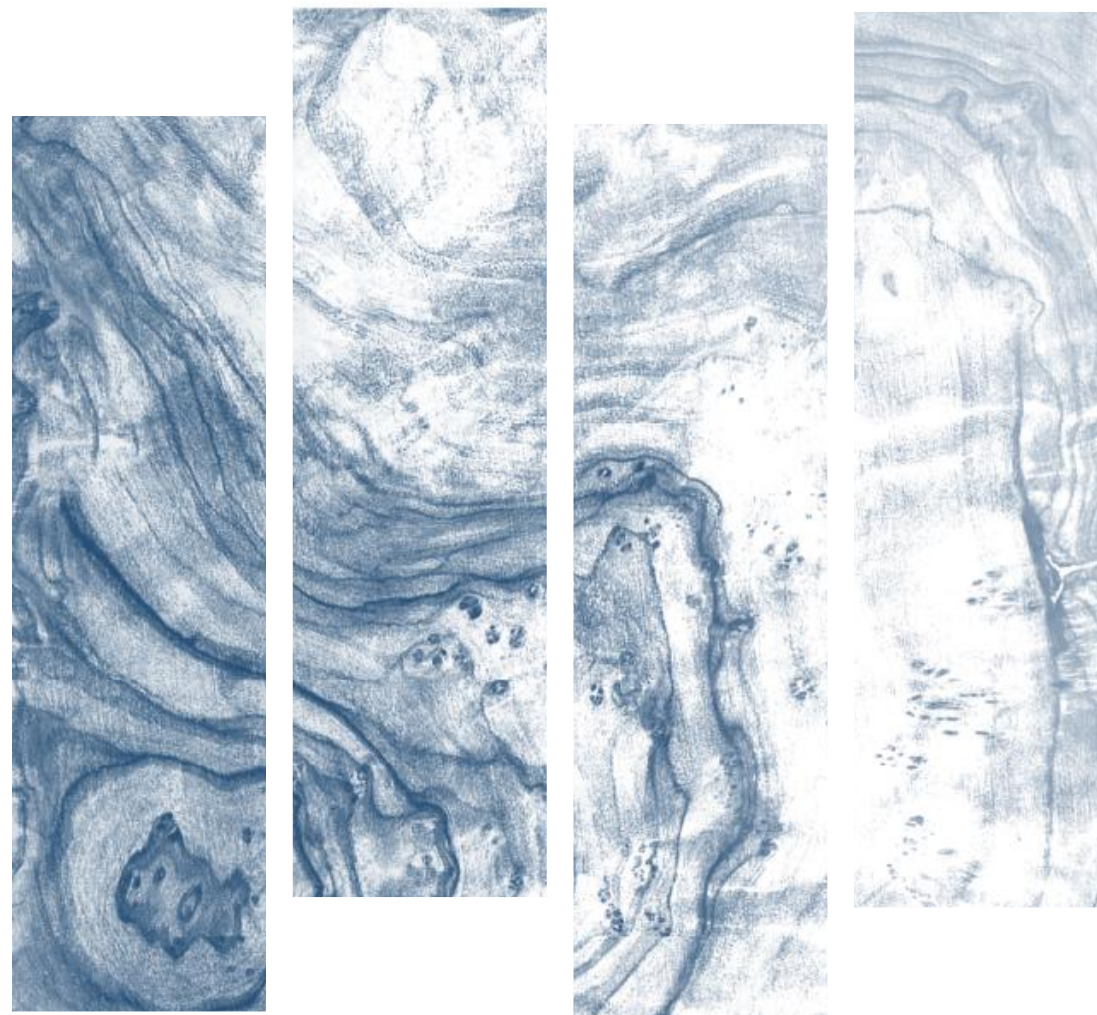
Urbanisme et Territoire - Plan d'adaptation d'une métropole



1. Les collectivités territoriales ou leurs groupements peuvent créer des sociétés d'économie mixtes locales (SEM) ou des sociétés publiques locales (SPL) qui ont pour objectif d'inscrire un projet public dans une démarche entrepreneuriale nécessitant parfois un savoir-faire propre au secteur privé | 2. DSIL = Dotation de soutien à l'investissement local et DETR = Dotation d'équipement des territoires ruraux.

Freins et leviers sectoriels au financement de l'adaptation au changement climatique

IV. Recommandations pour le financement d'une économie résiliente face au changement climatique



Synthèse des recommandations pour le financement d'une économie résiliente face au changement climatique

1 La stratégie - Créer un environnement propice à l'action : un cadre clair, cohérent et outillé sur l'adaptation

- **Publier dès que possible la carte nationale complète des zones à risque en fonction du type de risque encouru** (inondations, ruissellement, RGA, retrait du trait de côte, sécheresse, etc.).
- **Evaluer et planifier les investissements en matière d'adaptation** pour déterminer les besoins prioritaires.
- **Favoriser le « reconstruire mieux » post-sinistre.**
- Pour les entreprises et les institutions financières, **développer un positionnement stratégique sur l'adaptation, tout en poursuivant les efforts d'atténuation.**
- **Définir un répertoire européen de solutions d'adaptation.**
- **Dans une perspective de gestion collective des risques, renforcer les instances de dialogues multi-parties prenantes** (veiller à l'accès à l'assurance pour tous, anticiper l'enjeu des actifs échoués).

2 Porteurs de projets - Rendre l'adaptation économiquement attractive pour les ménages, les entreprises et les territoires

- **Sanctuariser les aides publiques comme le fonds Barnier.** Accroître les ressources affectées à la prévention des catastrophes naturelles en cohérence avec ce prélèvement dédié.
- **Renforcer les initiatives de financements mixtes « public-privé » visant notamment à baisser le coût du capital** qui permettent d'inciter à l'investissement privé vers l'adaptation :
 - Renforcer **les mécanismes de garantie publique** pour les investissements fléchés vers l'adaptation ;
 - **Elargir l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ)** aux investissements d'adaptation pour les ménages et les agriculteurs ;
 - **Accélérer l'amortissement fiscal** des investissements des entreprises liés à l'adaptation ;
 - Promouvoir les **Paiements pour Services Environnementaux (PSE).**

3 Les outils financiers - Mobiliser les financements privés et adapter l'accompagnement financier aux besoins

- **Créer les conditions pour que les acteurs puissent intégrer l'adaptation dans leurs arbitrages d'investissement :**
 - **Développer un cadre harmonisé d'analyse** et de gestion des risques climatiques des entreprises et institutions financières.
 - **Repenser collectivement le calcul de la rentabilité** économiques des projets d'adaptation
 - **Intégrer les efforts d'adaptation dans la valorisation des actifs** (foncier, immobilier, infrastructures), via des référentiels de résilience.
- **Prévoir un renforcement, à terme, du système de commissionnement dans le cadre du régime CatNat** qui accroisse les incitations à la prévention des risques climatiques par les assureurs, en s'appuyant sur un retour d'expérience des premiers contrats.
- Sur le modèle des fonds "Objectif Climat" et "Objectif Biodiversité", **étudier la possibilité avec la Caisse des Dépôts et les investisseurs institutionnels de la place du lancement d'un fonds "Objectif Adaptation".**

Des recommandations additionnelles pour accompagner les collectivités locales

- **Intégrer progressivement la trajectoire de réchauffement de référence dans tous les documents de planification publique.**
- **Renforcer l'accompagnement des collectivités territoriales en généralisant le recours à des études socio-économiques avant la mise en œuvre de mesures d'adaptation.**
- **Développer les « task forces régionales d'adaptation » (experts, ingénieurs, économistes).**
- **Développer le « réflexe adaptation » en intégrant l'adaptation dans les critères de conception des appels d'offres publics.**
- **Créer des fonds locaux de coalitions territoriales alliant des acteurs (collectivités, industriels, agriculteurs, habitants, banques et assureurs) ayant un intérêt commun pour réaliser les travaux d'adaptation nécessaires dans les territoires.**
- **Etc.**



CLIMATEFIT

Leading EU Project on
Climate Adaptation Finance

- Leader territories
- S Strategist
- P Planners

Eastern Cluster

Main Climate Risks:
Floods Heat Waves

Main Sectors:
Energy/Transport
Ecosystem Conservation

Main Biographical Region:
Alpine Pannonian

Southern Cluster

Main Climate Risks:
Urban Heat Droughts

Main Sectors:
Agriculture Forestry Water

Main Biographical Region:
Mediterranean

Northwestern Cluster

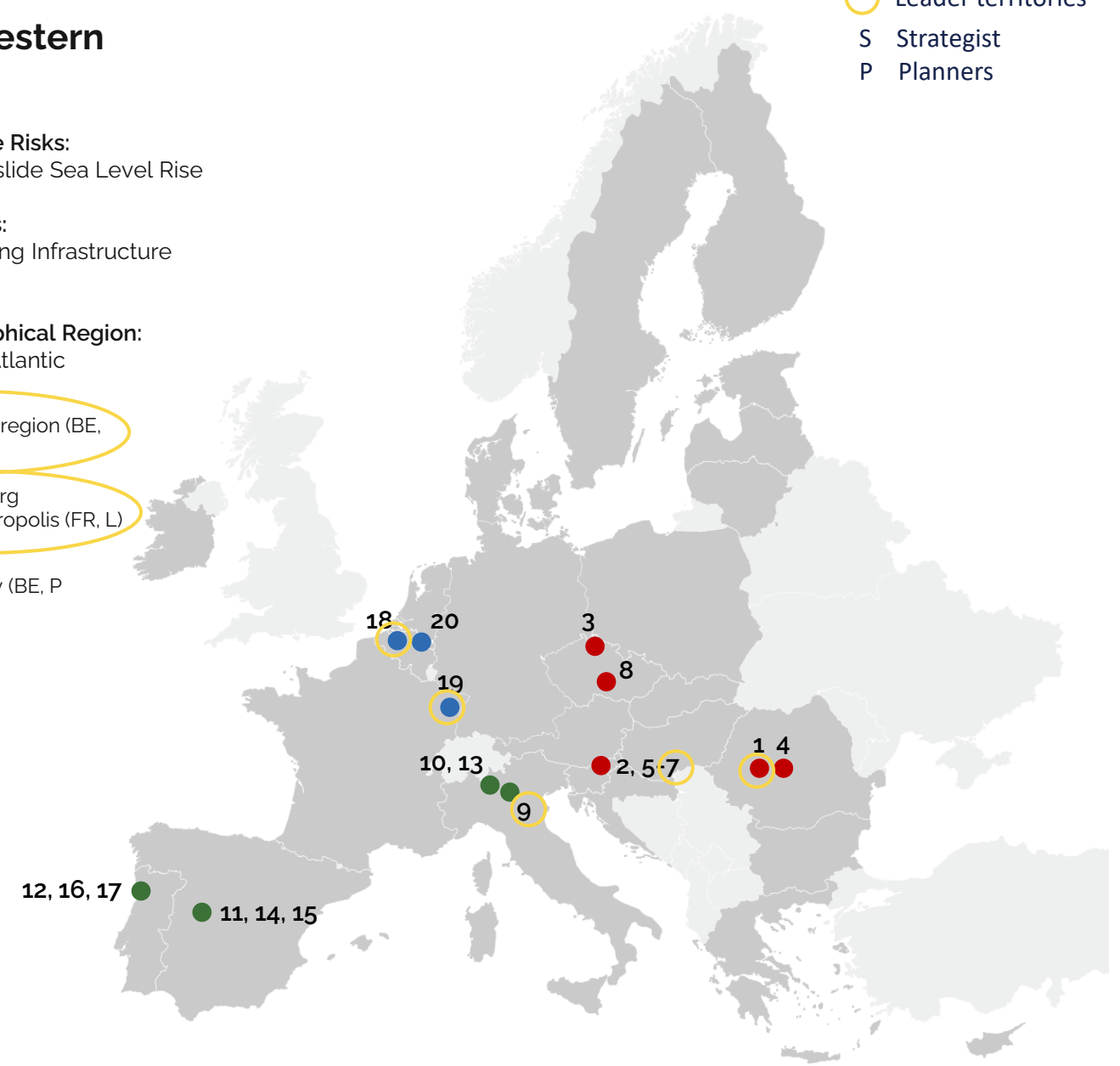
Main Climate Risks:
Floods Landslide Sea Level Rise

Main Sectors:
Urban Planning Infrastructure
Water

Main Biographical Region:
Continental Atlantic

- 1 Alba Iulia municipality (RO, L)
- 2 Maribor municipality (SI, P)
- 3 Liberec city (CZ, P)
- 4 Centru region (RO, S)
- 5 Radlje ob Dravi municipality (SI, S)
- 6 Lovrenc na Pohorju municipality (SI, S)
- 7 Selnica ob Dravi municipality (SI, L)
- 8 Jihlava city (CZ, S)
- 9 Brescia municipality (IT, L)
- 10 Bergamo municipality (IT, P)
- 11 Avila diputation (ES, P)
- 12 Porto municipality (PT, P)
- 13 West Brianza municipalities (IT, S)
- 14 Barco de Avila municipality (ES, S)
- 15 Navaluenga municipality (ES, S)
- 16 Maia municipality (PT, S)
- 17 Matosinhos municipality (PT, S)

- 18 Flanders region (BE, L)
- 19 Strasbourg eurometropolis (FR, L)
- 20 Genk city (BE, P)



ClimateFIT FIE Help Desk

Nouvel outil à destination des institutions financières afin de leur fournir des informations et conseils sur le financement de l'adaptation au changement climatique. L'idée est d'apporter du soutien et des réponses éventuelles sur les projets d'adaptation et instruments financiers associés et créer plus de lien avec les besoins des territoires européens. Dans ce cadre, les institutions financières peuvent demander des éclaircissements et poser des questions concernant le financement de l'adaptation.

Pour tester le dispositif : <https://climatefit-heu.eu/fie-helpdesk/>

SAVE THE DATE : 30 juin – de 10h à 11h30 – webinar « Making adaptation bankable: Innovative Instruments, Governance and Practice from CLIMATEFIT Territories » : <https://climatefit-heu.eu/join-the-3rd-eunlrt-webinar-turning-adaptation-strategies-into-bankable-projects/>



Please place your query below

ORGANISATION NAME

TYPE OF FIE

COUNTRY

CONTACT EMAIL

MESSAGE

SEND MESSAGE

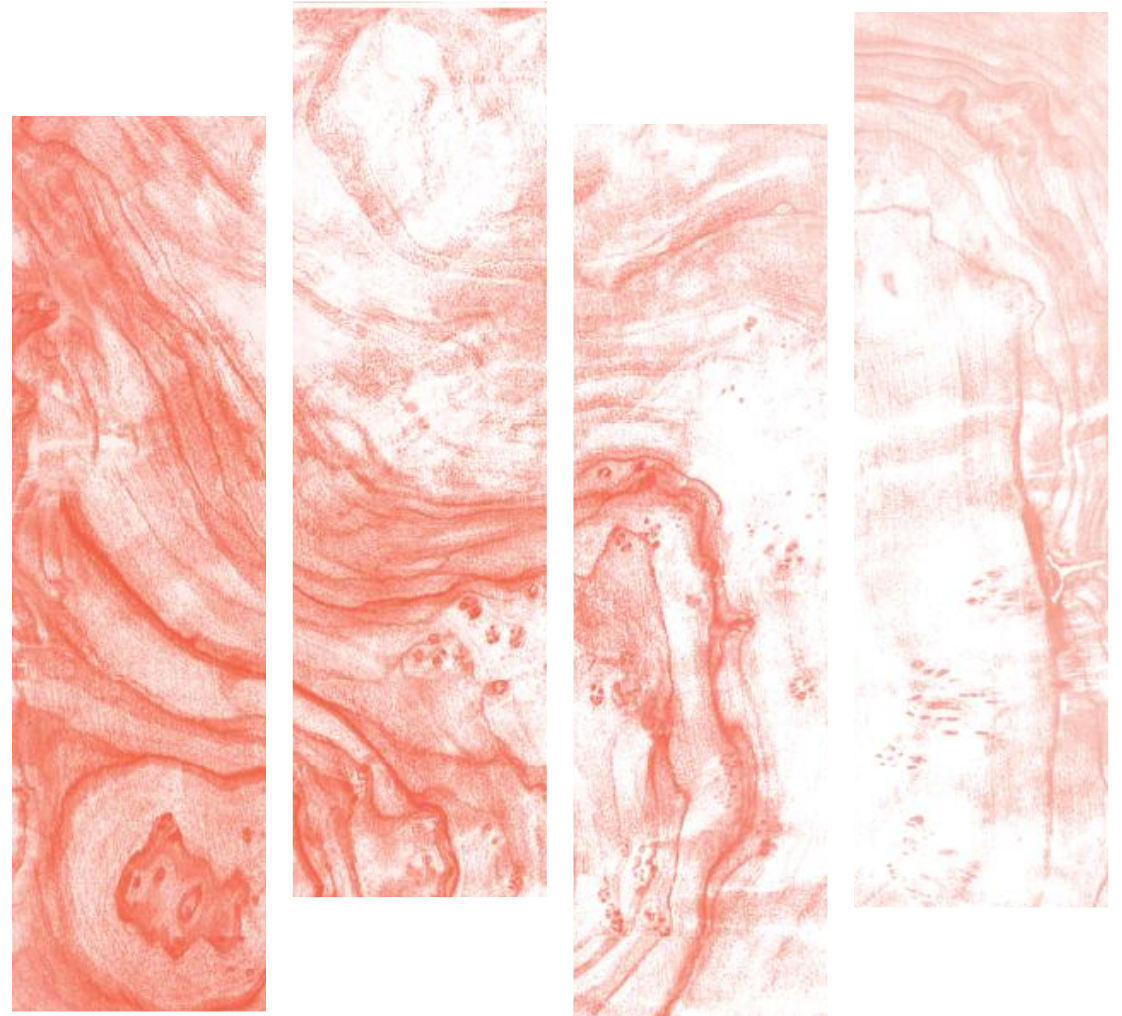
CLIMATEFIT FIE Help Desk is now available!

A light support mechanism helping Financial & Investment Entities access high-level information on climate adaptation finance, risk considerations, financing instruments and public authority engagement.

Discover more and access the Help Desk

Regards croisés – entreprises et investisseurs : Financement de l'adaptation

03 – Stratégie d'adaptation de l'Eurométropole de Strasbourg



Stratégie d'adaptation de l'Eurométropole de Strasbourg



Nathalie Leclerc
Cheffe de projet Plan
Climat
**Eurométropole de
Strasbourg**



Maxime Ammendolea
Responsable finance climat et
adaptation
**Agence du climat, le
guichet des solutions**

Financement de l'adaptation au changement climatique : le cas de l'Eurométropole de Strasbourg

Événement IFD du 16 juin 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

 **AGENCE DU CLIMAT**
le guichet des solutions
Eurométropole de Strasbourg

CLIMATEFIT




L'ADAPTATION :
UNE POLITIQUE PUBLIQUE TRANSVERSALE
ET UNE NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
POUR LES TERRITOIRES

Eurométropole de Strasbourg



33 communes



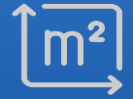
520 000
habitants



Climat
semi-continental



340 km²



1548 hab/km²



11 680 ha
de terres
agricoles (38%)



500 km
de cours d'eau



15% de la
population
à moins de
300 m d'un parc





L'accord de Paris

Objectif : Maintenir l'augmentation moyenne de la Temp en dessous de 2°C



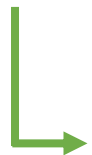
Europe

Objectif « Fit for 55% » : réduction des GES 55% en 2030 (réf 1990) & 90% à 2040



Stratégie française pour l'énergie et le climat (2025)

Objectif : Réduction de 55 % en 2030 (réf 1990), avec un objectif de neutralité carbone en 2050.



SRADDET – Feuille de route régionale planification écologique



PCAET : Plan Climat de l'Eurométropole de Strasbourg

Planification écologique du territoire

- **Plan climat de l'Eurométropole (2019) - actualisation 2024**

Le plan climat de l'EMS (PCAET) est un document réglementaire de planification qui doit être révisé tous les 6 ans : prochaine révision en 2026

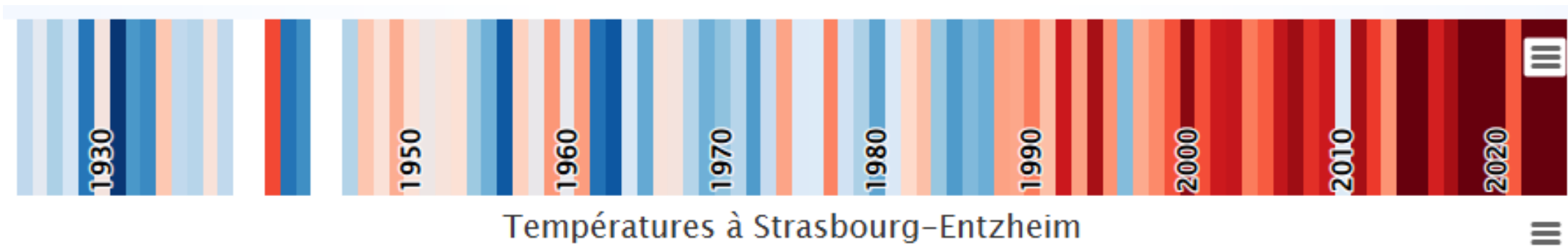
- **Plan climat de la Ville (2021) – actualisation 2024**

Démarche volontaire



**Axe 2 Un territoire résilient,
adapté au changement
climatique**





Niveau de réchauffement climatique en moyenne 2015-2024
par rapport à la normale 1961-1990

En France : **+1,7°C**
À Strasbourg : **+2,3°C**

Tendance observée (1959-2021) :
+0,4 °C par décennie

Sécheresse et humidités des sols

La surface touchée en moyenne en Alsace par la sécheresse est passée de **5% en 1990** à **15% aujourd'hui**



+80%

D'eau utilisée pour l'irrigation sur le territoire en 2022 (année de sécheresse) par rapport à la moyenne 2015-2022

DEUX CONSTATS INVITENT À RÉCONCILIER FINANCES LOCALES ET CLIMAT (cf Rapport I4CE)

CONSTAT #1. LES COLLECTIVITÉS ONT LA RESPONSABILITÉ D'INVESTIR POUR LE CLIMAT

- L'ensemble des collectivités métropolitaines **doivent doubler leurs efforts d'investissement climat d'ici 2030 afin d'atteindre collectivement la neutralité carbone**
- Les collectivités sont également en première ligne face aux enjeux d'adaptation au changement climatique. Elles doivent se préparer à une France à +4°C en 2100



Intégration de la TRACC dans l'ensemble des documents de planification, notamment les PCAET

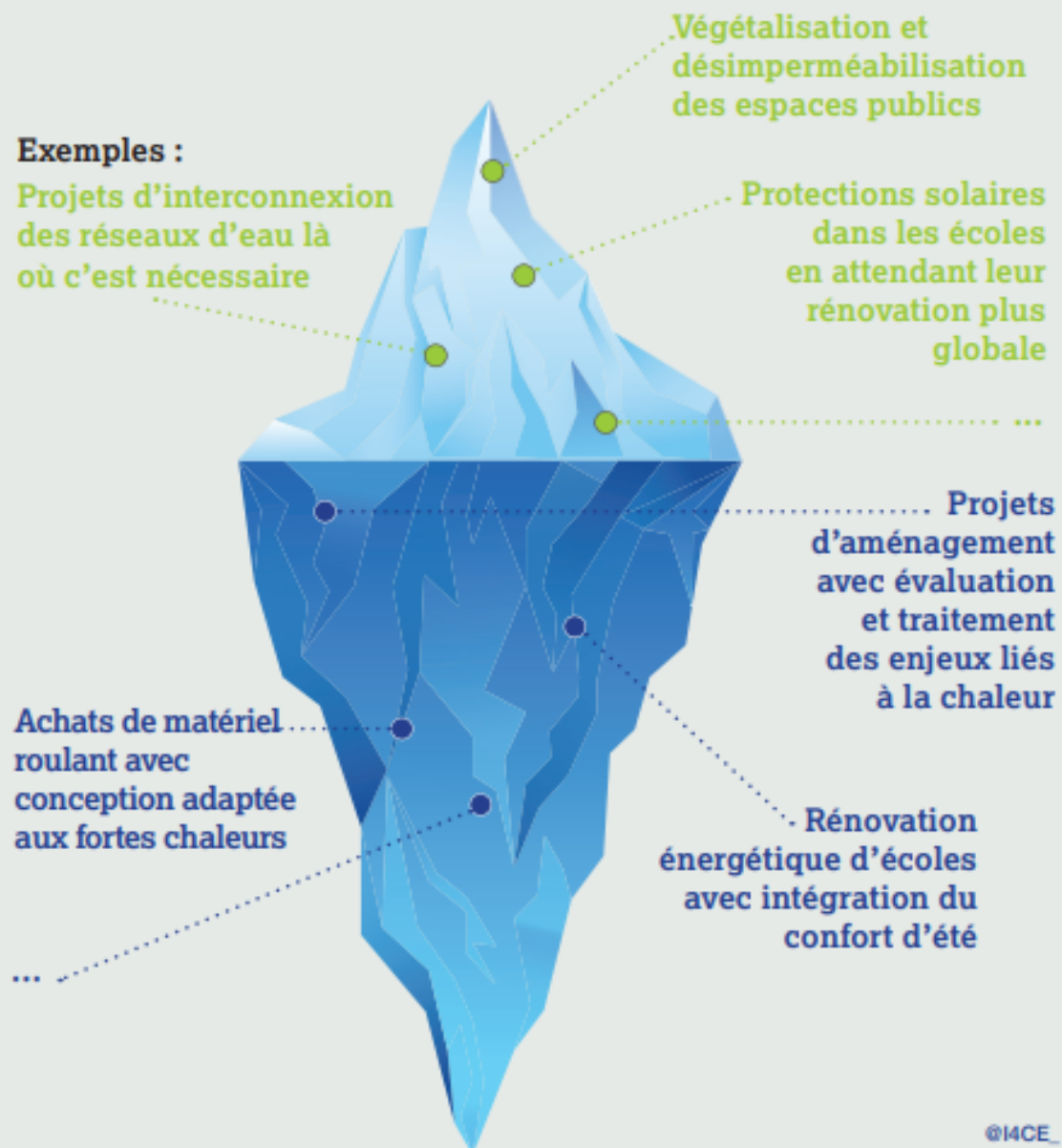


CONSTAT #2. UN DIALOGUE INSUFFISANT ENTRE LES STRATÉGIES CLIMAT ET FINANCIÈRE

FIGURE 2 : ADAPTATION : INVESTIR PLUS MAIS SURTOUT INVESTIR MIEUX

**DES INVESTISSEMENTS
ADDITIONNELS DÉDIÉS
À DES ACTIONS
POUR L'ADAPTATION**

**DES INVESTISSEMENTS
QUI CONTRIBUENT
À L'ADAPTATION,
À CONDITION
QU'ILS PRENNENT
EN COMPTE
UN RÉFLEXE
ADAPTATION**



Collectivités :
méthode
pour construire
son plan
d'investissement
aligné climat

LES DÉMARCHES DE L'EMS POUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

PLAN CLIMAT : AXE 2 UN TERRITOIRE RÉSILIENT, ADAPTÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Connaissances – SANTE
ENVIRONNEMENTALE



Lutte contre la prolifération des
espèces invasives (ex moustique tigre)



Contrat local de santé

EVENEMENTS
PLUVIEUX

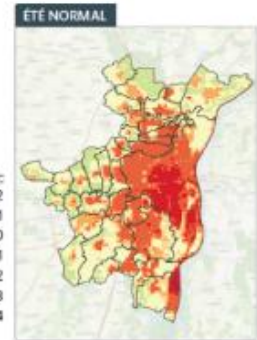
Adoption d'une stratégie de réduction de
la vulnérabilité aux inondations et aux
coulées d'eaux boueuses



CHALEUR

Déploiement des solutions fondées sur la nature
- végétalisation espaces publics et privés

Projet ESPEX



RESSOURCE
EN EAU

Modification 4 du PLUi -
levier de l'adaptation



AGENCE DE L'EAU
RHIN-MEUSE



BIODIVERSITE

Charte tous unis pour
plus de biodiversité



Atlas
communal

Trame verte, bleue
Trame nocturne



X



450 Millions d'€ d'investissement EMS
entre 2020 et 2025 pour le PCAET

27% du budget d'investissement
favorable au climat (BP 2025 volet
atténuation méthode I4CE)



**PTRTE – Eurométropole
Strasbourg 2021-2026**

1256 projets

2 699 M€

2494 financements
coordonnés

Financements accordés

1533 financements accordés

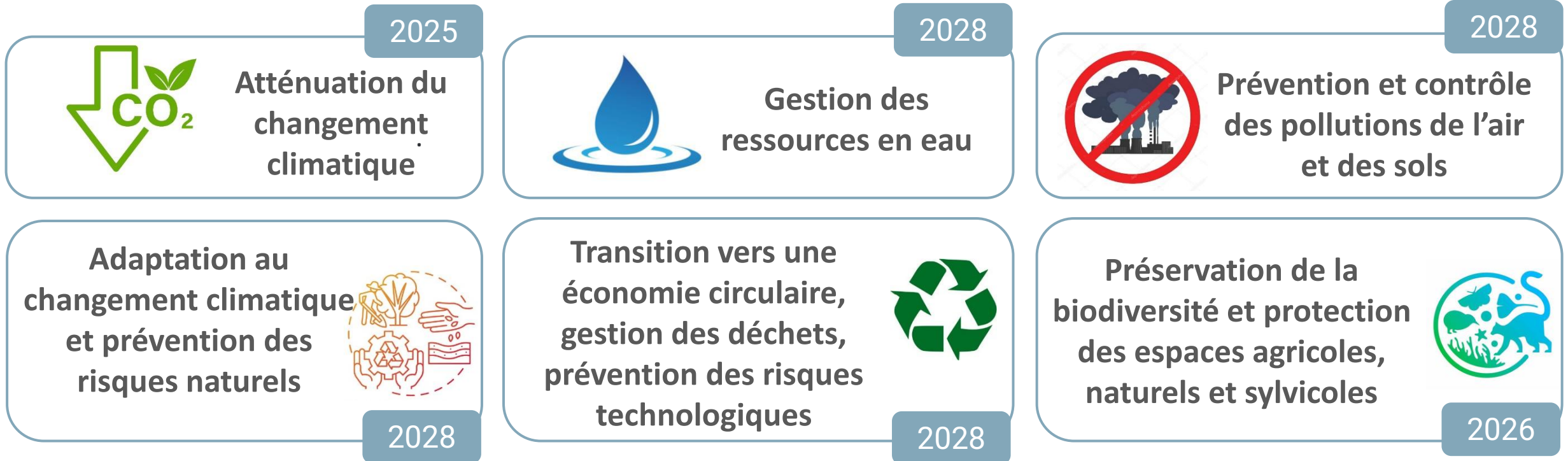
381 M€

51% taux de subvention
moyen

Les collectivités (> 3 500 habitants) doivent inclure une **annexe environnementale** dans leur **compte financier unique (CFU)** à partir de 2025 pour détailler les dépenses ayant un impact écologique



-> **Calendrier** mise en œuvre sur les 6 axes de la **taxonomie européenne**



Un engagement européen

- Signature de la charte de l'UE sur ACC
- Projets européens :
 - ClimateFIT : vers des financements innovants
 - SystR : vers une gouvernance systémique



Un territoire adapté au climat de demain -> trajectoire +4°C dans le PCAET

- Programme Cerema 'Territoires adaptés au climat de demain' : diagnostic de vulnérabilités
 - > Vers une adaptation **transformationnelle**
- **Financement de l'adaptation CC**

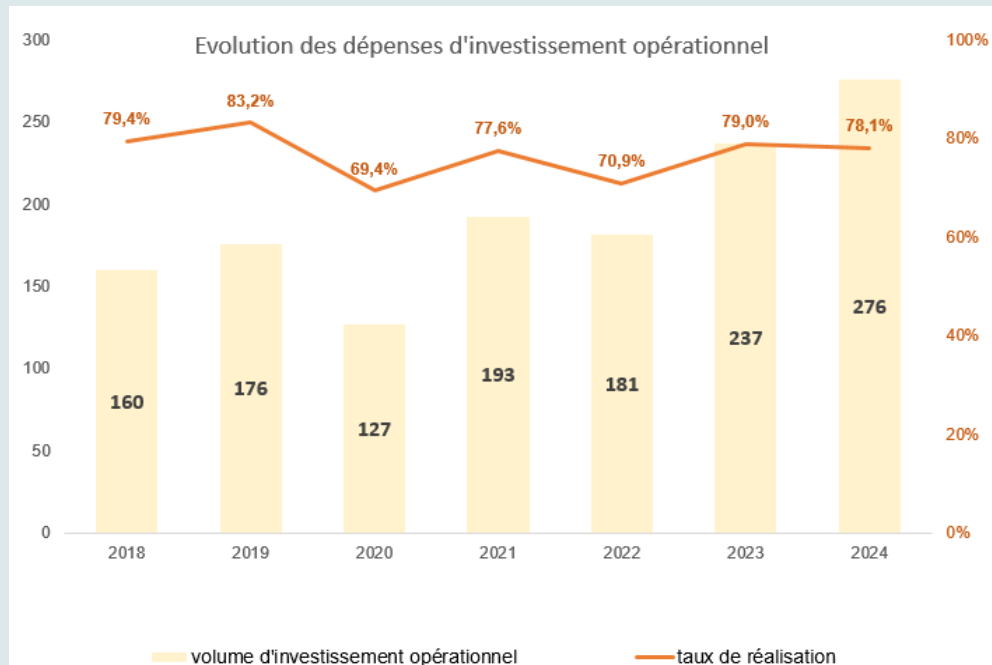


LE FINANCEMENT DE L'ADAPTATION POUR LES TERRITOIRES

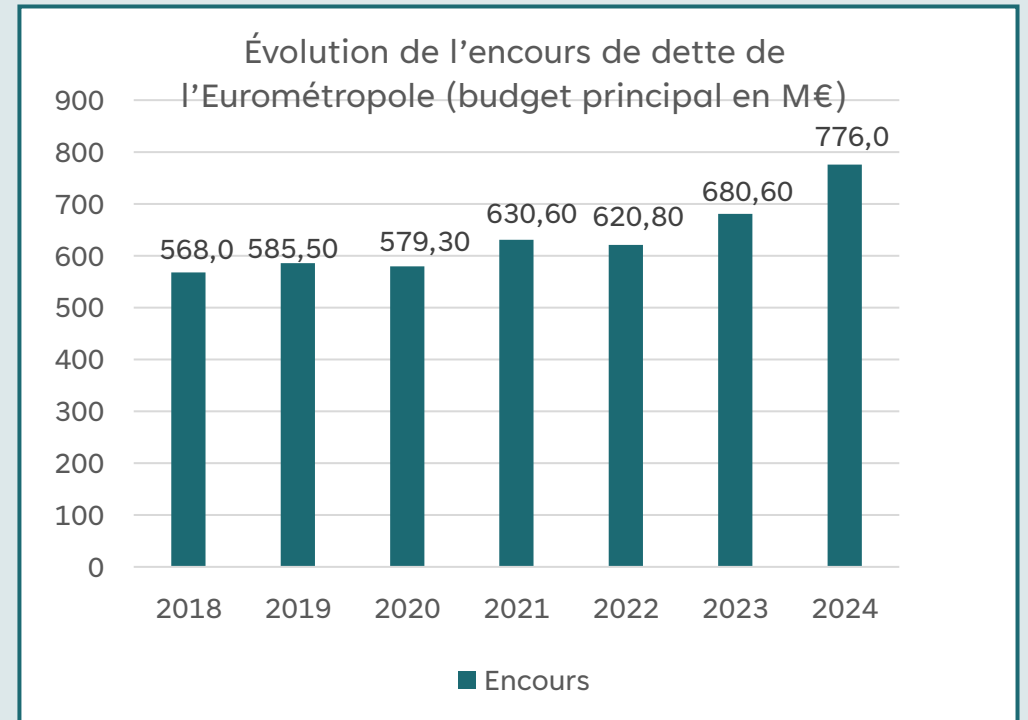
CONTEXTE LOCAL

Un PPI volontariste de 1,5 Md€ (2022) revu à hauteur de 1,7 Md€ (2024)

- Augmentation de +20% de l'investissement par rapport au mandat 2014-2019
- Développement des transports en commun (100M€ investis pour l'extension des tramways)
- Financement d'actions pour l'amélioration de la qualité de l'air
- Financement de l'adaptation au réchauffement climatique via la rénovation des bâtiments, politique de végétalisation)



Un surplus d'investissement financé grâce à un recours accru à la dette



CONTEXTE LOCAL

2 exemples de financements de l'adaptation via des prêts souscrits par l'Eurométropole de Strasbourg

- ➔ Contrat de financement avec la BEI en faveur des équipements du PPI 2023-2027 de l'EMS dédiés au domaine des mobilités : prêt à taux préférentiel de 120M€ sur 20 ans



- ➔ Souscription d'un prêt « Arkéa PACT » de 3M€ sur une durée de 15 ans : financement bonifié avec un accompagnement stratégique s'appuyant sur des évaluations



CONTEXTE LOCAL

Autofinancement ou les financements « en fonds propres » - augmentation des recettes fiscales (via les impôts et taxes locales)

Le recours aux subventions et dispositifs d'aides publiques qui constituent un levier de financement important.



Les dispositifs « publics-privés » peuvent également être attractifs pour les territoires français - sociétés d'économie mixtes locales (SEM) ou sociétés publiques locales (SPL)

Nécessité de diversifier les sources de financements « externes »



Funded by the European Union



Objectif principal = Mobiliser et améliorer l'articulation des fonds et des financements provenant de diverses sources publiques et privées pour des projets d'adaptation au changement climatique dans les territoires européens



Durée = septembre 2023 – décembre 2026 (40 mois)



Nombre de partenaires = 32 – Pilotés par la World Climate Foundation



Financement UE = 5,8 M€ - Programme Horizon Europe – mission adaptation (100% co-fi)

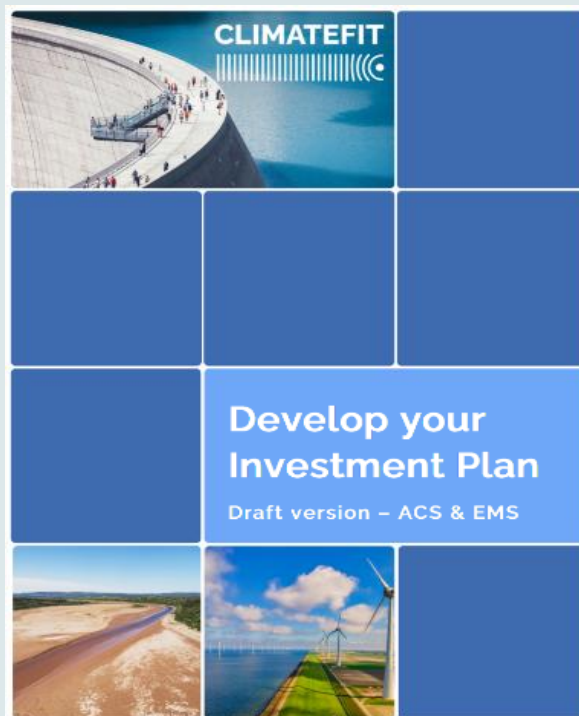
Vision

Démontrer comment des mécanismes financiers innovants peuvent servir l'adaptation au changement climatique et apporter des avantages à la fois aux autorités publiques et aux acteurs financiers.

Actions à mener dans le cadre du projet:

Contextualiser	Développer	Réaliser
Les freins et leviers sur le financement de l'adaptation	20 stratégies d'investissements	10 plans d'investissements 4 cas d'investissements
ainsi que les meilleures pratiques dans le monde	et permettre l'identification des sources de financement par les collectivités locales et régionales	pour soutenir l'articulation d'accords financiers entre acteurs publics et acteurs financiers
Mobiliser Des acteurs financiers locaux (banques, assureurs, fonds d'investissements, entreprises, banques publiques, etc.) sur les enjeux de financement de l'adaptation		

STRATEGIE D'INVESTISSEMENTS POUR L'ADAPTATION



1. Evaluation et priorisation des actions d'adaptation
2. Analyse du contexte réglementaire et d'investissements
3. Principaux freins identifiés
4. **Liste et priorisation des actions d'adaptation**
5. **Estimation des coûts et bénéfices des actions**
6. **Analyse des besoins de financements**
7. Définition de l'horizon d'investissements
8. **Identification de solutions d'investissements**
9. Adéquation entre besoins et solutions de financements
10. Gouvernance et ressources
11. Plan d'investissements

PLAN D'INVESTISSEMENTS POUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DE L'EMS

CLUSTER 1 : CHALEUR ET BATIMENTS

Action retenue : rénovation et adaptation des écoles
→ Action ciblant les enfants (groupe vulnérables) et les bâtiments publics couplés à la végétalisation des cours d'école

Méthode : Analyse multi-critères

*Bénéfices difficilement monétisables
(santé enfants, apprentissage, bien-être)*

- 102 écoles à rénover (toitures végétalisées 50% + blanches 50%)
- 56 cours à végétaliser (2 000 m² × 50 €/m²)
- 12 écoles en cours 2026-2032, puis 5/an jusqu'en 2050

**Estimations coûts totaux : ~746 M€
(2026-2050)**

CLUSTER 2 : AGRICULTURE

Action retenue : climatisation des hangars d'élevage (bovins)

→ Priorité au bien être animal et à la prévention des pertes économiques liées au stress thermique des bovins

Méthode : Analyse coûts-bénéfices

- 36 hangars bovins de 500 m² équipés de systèmes de refroidissement
- Coût unitaire : ~130 000 € par hangar
- Extension aux dernières exploitations après 2050

**Estimation coût total : 4 760 000 €
(2026 – 2100)**

CLUSTER 3 : ENERGIE BAS CARBONE

Action retenue : nouveaux panneaux solaires PV pour compenser les pertes de rendement

→ Action sans regret : compense la perte d'efficacité PV à +4°C. S'inscrit dans la continuité du Plan Énergétique EMS 2050.

Méthode : Analyse coûts-bénéfices

- 13 MWp supplémentaires (≈ 30 000 panneaux de 430 Wc)
- 1er lot 2050, renouvellement ~2080 (durée de vie 30 ans)
- Coût installation : 1 800 €/kWp — maintenance : 7 €/kWp/an

**Estimation coût total : 67 584 000 €
(2050 – 2100)**

CAS D'INVESTISSEMENT



- Sélection d'un projet : parc du Petit Rhin
- Identification et quantification des co-bénéfices
- Monétisation des bénéfices
- Analyse coûts bénéfices
- Recherche de financements

CAS D'INVESTISSEMENT – ESTIMATION BÉNÉFICES

ADAPTATION

- ✓ **Rafrâichissement urbain:** oasis de fraîcheur permettant de lutter contre l'effet d'îlot de chaleur urbain
- ✓ **Lutte contre les inondations par la désimperméabilisation des sols** d'une ancienne friche industrielle
- ✓ **Gestion durable des eaux de pluie** via l'installation de noues

ENVIRONNEMENTAUX

- ✓ Plus 180 arbres plantés, une **biodiversité préservée**
- ✓ Restauration de la **continuité écologique** entre les forêts du Neuhof et de la Robertsau, contribution à la ceinture verte
- ✓ Création d'une **trame noire** permettant la préservation de la biodiversité nocturne
- ✓ **175t CO₂ séquestrées sur 25 ans** (Label Bas Carbone)
€
- ✓ Réduction des consommations d'énergie

SOCIAUX & ÉCONOMIQUES

- ✓ **Accroissement de la valeur immobilière**
€ des propriétés alentour (+3%-15%)
- ✓ **Amélioration de la qualité de l'air** et
€ réduction des dépenses de santé associées
- ✓ **Accessibilité** du parc à tous types de publics et d'usages
- ✓ **Cohésion sociale et amélioration de la qualité de vie**

CAS D'INVESTISSEMENT – GUICHET CARBONE

Compensation ou contribution carbone volontaire

Un financeur (entreprises, collectivités, particuliers, etc.) soutient un projet de réduction d'émissions de GES ou de séquestration de CO₂ dont il n'est pas directement responsable (en dehors de sa chaîne de valeur).



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**LABEL BAS
CARBONE**

<https://label-bas-carbone.ecologie.gouv.fr/>

CLIMATEFIT
|||||



Funded by
the European Union

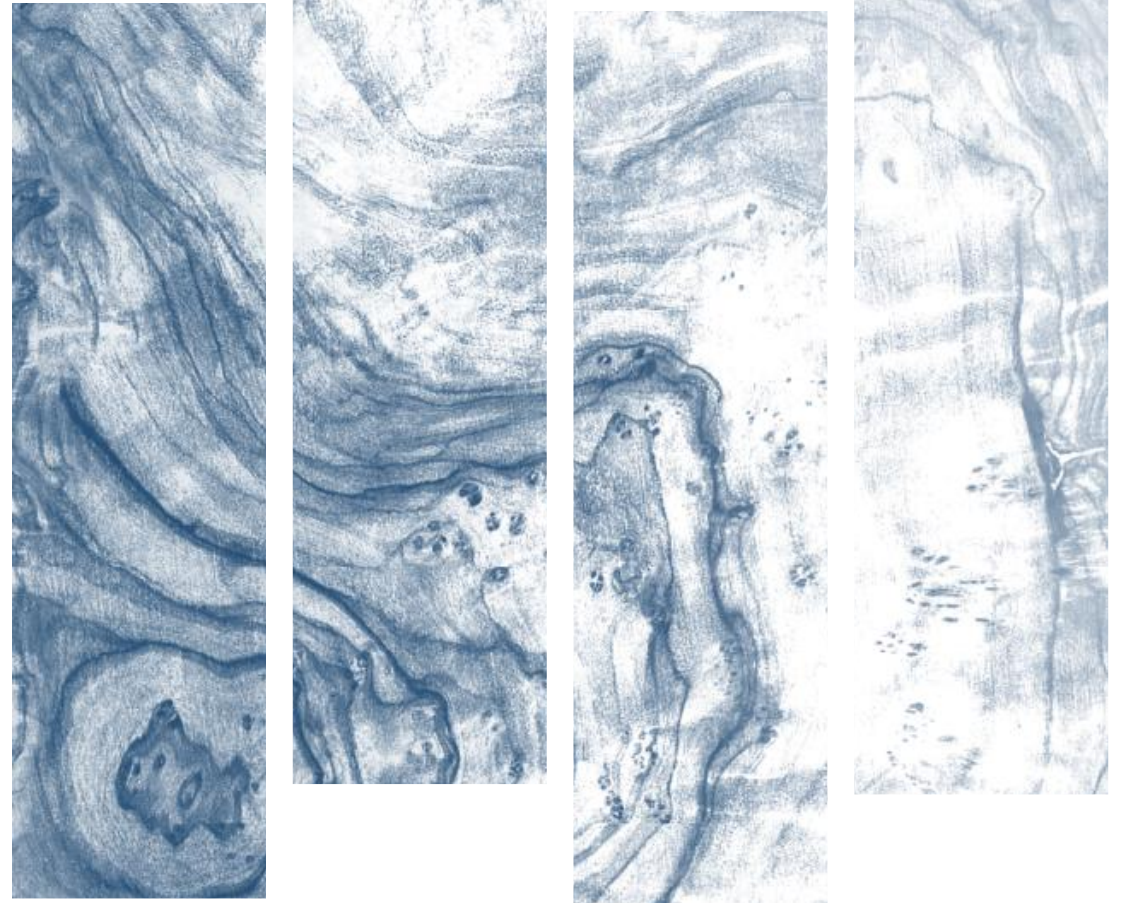
AUTRE EXEMPLE : PARC ARCHIPEL 2



Accompagnement pour une **analyse coûts-bénéfices comparative** du projet de Parc Archipel 2 (4,5ha) suite à l'expérimentation Perméasol

Regards croisés – entreprises et investisseurs : Financement de l'adaptation

03 – Table ronde – regards croisés entre entreprises et acteurs financiers



Regards croisés entre entreprises et acteurs financiers



Jean-Charles Fournol
Chargé de mission
finance durable
ORSE
Modérateur



Toufik Boudiaf
Responsable
Stratégies
adaptation et
transition juste
Crédit Agricole



Cécile Goubet
Directrice Générale de
**l'Institut de la Finance
Durable**



INSTITUT
DE LA FINANCE
DURABLE
PARIS EUROPLACE

Vincent Burnand-Galpin

Adjoint au directeur climat-environnement

v.burnand@ifd-paris.com

Lucie Pecqueur

Responsable biodiversité et adaptation

l.pecqueur@ifd-paris.com